



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

**Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

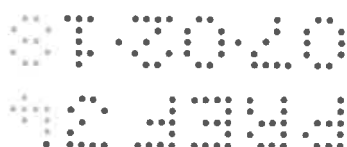
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



# Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - attribution de subventions pour la réhabilitation de quatre logements - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre que lui confère son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800€ par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

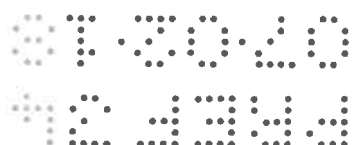
Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 27 495 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,  
**Monsieur le Président**

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préfecture:

- CFNE 4 logts.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

